

**Séminaire CFI sur la production et la circulation de
l'information en Afrique,
Addis Abéba, 27 janvier 2012.**

Monsieur le Président,
Madame la Directrice du département de la communication de
l'Union africaine,
Monsieur le Directeur de l'information d'ETV,
Monsieur le Directeur (CFI),
Mesdames et messieurs,

C'est pour moi un grand plaisir d'être ici avec vous ce matin pour vous souhaiter, au nom de l'Ambassadeur de France, M. Belliard, la bienvenue à ce séminaire, organisé par Canal France International et l'Union africaine.

Permettez moi tout d'abord d'adresser mes félicitations aux organisateurs de ce séminaire qui va vous permettre de débattre durant deux jours de thématiques importantes : la place de l'information sur les chaînes de télévision africaines, l'impact des nouvelles technologies sur l'information, la circulation de l'information en Afrique et sur l'Afrique, les relations entre les médias et les institutions.

Ce sont des sujets de réflexion importants pour vous journalistes, femmes et d'hommes de médias, pour les organismes audiovisuels dont vous êtes responsables ou qui vous emploient.

Mais ce sont aussi, plus globalement, des thématiques citoyennes, qui intéressent très directement l'évolution des sociétés dans lesquelles nous vivons, la stabilité et le

développement des pays, la promotion de l'Afrique dans le monde.

Il était donc particulièrement judicieux de saisir l'occasion de la principale réunion politique continentale, le Sommet de l'Union africaine, pour examiner les évolutions des paysages audiovisuels africains, en les replaçant dans un contexte économique, technique, social et politique en rapide évolution. Le thème central du Sommet, consacré cette année à « la circulation des biens et des services en Afrique », nous y invitait particulièrement.

La plupart des pays africains sont engagés dans des processus de développement rapides. Ces processus s'accompagnent du développement de l'accès des citoyens à l'information, nationale et internationale, grâce à l'accroissement du niveau d'éducation, grâce à l'électrification, grâce au développement des réseaux de communication qui permet désormais un plus large accès à internet.

Ces processus créent une demande d'information. Ils doivent aussi être accompagnés par le développement d'une offre d'information de qualité, impartiale, exigeante car ils ont des conséquences économiques, sociales, écologiques, politiques qui doivent pouvoir être analysées par les citoyens.

Ces mêmes citoyens africains, qui dans de nombreux pays ou régions d'Afrique sont aussi malheureusement confrontés aux guerres et aux conflits civils, aux effets parfois dramatiques du changement climatique, aux rivalités de puissances extérieures ou d'intérêts économiques majeurs, doivent avoir aussi accès à une information de qualité pour

comprendre le monde et ses mouvements si difficiles à analyser et parfois si brutaux.

Cette nécessaire démocratisation de l'information, indissociable du développement économique et de la démocratisation des sociétés qui est à l'œuvre dans toute l'Afrique, est une condition essentielle, ici comme ailleurs, pour que les citoyens prennent effectivement leur destin en main, pour construire des sociétés dynamiques et pacifiées, pour engager un développement durable.

Les médias audiovisuels, les télévisions en particulier, occupent, en Afrique comme ailleurs dans le monde, une place centrale dans ce processus. Ils doivent donc répondre à une exigence d'excellence, en particulier en matière d'information.

Cette qualité attendue, je crois qu'on peut la qualifier en quelques mots clé :

- Impartialité, respect du pluralisme, de la différence
- Ouverture sur le monde, ce qui pose le problème de l'accès, du coût. Ouverture sur le monde qui doit se faire aussi en préservant la diversité et la richesse culturelle de chacun. CFI contribue à apporter une réponse à ces questions.
- Ouverture sur l'Afrique. Les télévisions doivent jouer un rôle essentiel dans l'émergence d'une citoyenneté africaine, qui accompagne le développement de l'Union africaine, tout comme nous essayons de créer une citoyenneté européenne qui accompagne le développement de l'UE. Il est important d'encourager et de faciliter les échanges d'information entre pays africains. Il faut sortir de l'exclusivité des échanges

Nord-Sud pour développer aussi des flux Sud-Sud et, nous l'espérons un jour, des flux Sud-Nord.

Répondre à ces défis n'est pas facile parce que les moyens manquent trop souvent mais aussi parce que vous devez vous adapter simultanément aux transformations rapides du paysage audiovisuel :

- Le développement de la concurrence des chaînes privées est inéluctable. Il doit être une stimulation pour améliorer la qualité et non marquer l'entrée dans un cercle vicieux comme on a pu le voir malheureusement dans de trop nombreux pays dans le monde. C'est la responsabilité des entrepreneurs privés comme celle des responsables de l'audiovisuel public de relever le défi.
- Le développement de l'information instantanée fournie par les chaînes d'information continue internationales est également inévitable. Il soulève cependant de nombreuses questions auxquelles vous devez apporter des réponses. Deux exemples :
 - Ces chaînes développent des points de vue extérieurs à l'Afrique et elles parlent souvent peu et mal de l'Afrique.
 - Elles pratiquent peu la mise en perspective, une info chassant une autre ce qui n'aide pas à la compréhension des événements.
- Enfin, le développement de l'information par internet, pour le meilleur (une stimulation pour encourager la liberté d'information et le pluralisme) et pour le pire (l'information non vérifiée, la rumeur) rend plus que jamais nécessaire l'accès à une information pour tous de grande qualité.

Que vous travailliez pour des chaînes publiques ou pour des chaînes privées, vous êtes aujourd'hui confrontés à ces questionnements. Il est important que vous y apportiez vos propres réponses, qui tiennent compte de vos priorités, de vos atouts mais aussi de vos handicaps (techniques, financiers, politiques). Il ne peut y avoir de solutions toutes faites, de modèles imposés.

CFI est à vos côtés et à votre écoute dans ce processus de développement d'une information audiovisuelle de qualité, riche, éducative, pluraliste, ouverte sur les autres Afriques et sur le monde. Cet opérateur public travaille depuis des années avec les télévisions africaines, francophones, anglophones, lusophones, arabophones. Au-delà de la fourniture d'images et d'informations sur le monde, CFI développe des opérations de formation, de conseil, d'accompagnement de ses partenaires africains. Qu'il s'agisse de travailler sur les programmes, de former des managers ou des techniciens, des journalistes et des reporters, CFI a développé un savoir-faire fondé d'abord sur l'écoute de ses partenaires et sur la connaissance fine de leurs besoins. Je suis très heureux de saluer la qualité du travail accompli par la coopération française dans le secteur audio-visuel en Afrique, grâce en particulier à CFI.

Je suis sûr que ce séminaire, par les échanges qu'il va vous permettre d'avoir, et qui devront être à double sens, nous permettra d'approfondir notre coopération avec vous, dans tous les pays, et de mieux accompagner les transformations du paysage audiovisuel africain dont vous êtes et devez être les seuls responsables.

Je vous souhaite un très bon séminaire, fructueux et amical. Je vous remercie.